

Judi 8 décembre 2016, Hôtel Le Marois – Salons France Amériques

Perspectives géopolitiques après les élections américaines

Avec **Jean-David Levitte** ambassadeur de France, membre de l'Institut
Animation : **Nicolas Beytout**, président et fondateur de *L'Opinion*

L'élection du 45^{ème} président des États-Unis continue de faire couler beaucoup d'encre et pour cause ! Donald Trump est un « candidat inédit »¹ qui semble être le fruit du populisme en forte progression un peu partout en Occident. Comment s'explique sa victoire ? Pourquoi assiste-t-on à la montée du populisme dans nos États démocratiques et comment décrypter ce phénomène ? Invité comme grand témoin au dernier Agorena de l'année, Jean-David Levitte, ancien conseiller diplomatique et sherpa des présidents Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, a répondu aux questions de Nicolas Beytout et de l'auditoire.



Jean-David Levitte

Brexit, élection de Donald Trump aux États-Unis, montée en puissance de M5S en Italie, assiste-t-on au triomphe du populisme en Occident ?

Jean-David Levitte : Plusieurs faits peuvent expliquer la montée du populisme en Occident. D'abord, le sentiment d'une perte de contrôle. Depuis la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 70, nous avons vécu la guerre froide et, en occident, la construction européenne, les « trente glorieuses », à l'abri du parapluie de l'Alliance atlantique. Mais l'histoire s'est remise en marche en 1979 sous l'effet de quatre événements majeurs, et depuis nous changeons de monde tous les 10/12 ans. Le premier de ces événements de 1979 se produit le 11 février, en Iran, avec la chute du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny qui va promouvoir le chiisme en pays sunnite. Le second événement est le second choc pétrolier sous la présidence affaiblie de Jimmy Carter avec la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Le troisième événement a lieu à l'automne de la même année avec le lancement par Deng Xiaoping des réformes économiques en Chine. Enfin, le quatrième événement est l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, le 25 décembre 1979. Dix ans plus tard, le monde va connaître un profond bouleversement, voire le triomphe de l'Occident, et passer du monde bipolaire au monde unipolaire. Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin tombe. Ce moment historique sonne le glas du communisme et marque la fin du monde bipolaire. Les États-Unis deviennent « l'hyper puissance » dans tous les domaines. Seule règne désormais l'économie de marché. Par ailleurs, nous assistons au début d'une nouvelle mondialisation (la troisième) caractérisée par l'ouverture des frontières à l'Est de l'Europe et la sortie de la Chine de son isolement. Cette ouverture de la Chine est accélérée par deux révolutions technologiques, celle du digital et celle des conteneurs et porte-conteneurs qui vont bouleverser la chaîne de valeurs dans le monde entier. Enfin, l'Union

européenne joue la carte de l'élargissement et avec 27 pays membres, elle compte désormais 500 millions d'habitants. Douze ans plus tard, un événement incommensurable, le 11 septembre 2001, va nous faire à nouveau changer d'époque : les attentats perpétrés sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, et sur le Pentagone à Washington, provoquent un choc profond au sein du peuple américain : il souligne l'extrême vulnérabilité d'un pays qui est pourtant au sommet de sa puissance. Deux guerres, en Afghanistan puis en Irak, en découleront. Parallèlement, la Chine poursuit son ascension. L'Inde et le Brésil lui emboîtent le pas. La Russie se reconstruit. Nous vivons une décennie multipolaire où l'Occident impose encore la règle du jeu ; les États-Unis demeurent la première puissance de la planète. Puis un nouveau choc se produit avec la crise financière de 2007-2008. Le modèle américain est atteint et les économies occidentales vacillent. Quelques années plus tard, en 2011, les printemps arabes entraînent une nouvelle secousse. Et nous voici aujourd'hui dans une période à nouveau totalement différente des précédentes. Le monde est devenu plus complexe, de nouveaux acteurs ont émergé et sont désormais autour de la



table des négociations politiques, économiques, financières et environnementales internationales. Nous sommes entrés dans un monde apolaire. Avec la présidence de Barack Obama, les États-Unis n'entendent plus jouer leur rôle de gendarme aux quatre coins de la planète. Il n'y a même plus de gendarme du tout, l'Europe ne pouvant être candidate pour prendre la succession des États-Unis tant elle se débat avec ses problèmes. Quant à la Chine, à l'Inde, elles ne veulent pas d'une responsabilité globale. Résumons : nous voici dans un monde sans direction, aux règles contestées par deux puissances, la Russie et la Chine, qui veulent prendre leur revanche sur l'Histoire, certes de façon différente mais revanche tout de même. Un monde aussi en voie de fragmentation, nous le voyons avec le Brexit, mais aussi dans notre vie démocratique où s'affrontent dans chaque pays non plus deux blocs mais plusieurs. Nous retrouvons également cette fragmentation au Moyen-Orient où l'Iran mène une politique d'intrusion au Liban, en Irak, en Syrie et au Yémen. Après avoir régné sans partage, les pays occidentaux, États-Unis en tête, ont le sentiment d'avoir perdu le contrôle d'un monde devenu apolaire. Certes l'Occident garde des atouts cependant d'autres pays tendent à s'imposer, ce qui explique en grande partie la vague populiste en cours chez nous.

Avec Donald Trump à la présidence des États-Unis, vers quoi allons-nous ?

Donald Trump, qui deviendra le 45^{ème} président des États-Unis le 20 janvier prochain, n'a jamais exercé de fonction gouvernementale. C'est un homme très pragmatique qui gère la transition comme il gère ses affaires mais qui est également imprévisible. Que nous disent les nominations clés de son administration en matière de défense et de politique étrangère ? Au Pentagone, le général James Mattis est un très grand professionnel, un homme de réflexion. En revanche, la nomination du général Michael Flynn comme conseiller à la Sécurité nationale, est assez mauvais signe. Ayant servi en Afghanistan et en Irak, il a la conviction que l'islam est « le mal » et considère que l'accord sur le nucléaire avec l'Iran doit être détruit².

Le Congrès étant en majorité républicain, il n'y aura pas de cohabitation entre lui et la présidence. Cette situation laissera-t-elle à Donald Trump les coudées franches pour mener à bien son programme ?

Le fait que Donald Trump dispose d'une Chambre des Représentants et d'un Sénat à majorité républicaine est une très bonne nouvelle pour les affaires intérieures des États-Unis. Les initiatives de la présidence Obama ont été marquées par le blocage systématique du Congrès. Il en ira différemment sous la présidence de Donald Trump, et cela va faciliter la mise en œuvre de son programme économique, notamment la reconstruction des infrastructures et la réforme fiscale annoncée. Concernant l'Obamacare, nous sommes dans l'incertitude. Ses points faibles devraient être corrigés, ce qui lui donnerait une légitimité qu'il n'a toujours pas.

Lors de la campagne électorale, Trump a fait flèche de tout bois contre le Mexique. Les relations entre les deux pays risquent-elles réellement de s'envenimer ?

Le mur avec le Mexique existe déjà en partie. Que fera Donald

Trump dans la lutte contre les clandestins ? N'oublions pas que la mise en œuvre de son grand programme d'infrastructures nécessite une main d'œuvre nombreuse et disponible. Le réalisme voudrait que l'on aboutisse à un compromis raisonnable. Quant à la renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain (Alena), pour lequel Donald Trump pointe du doigt le Mexique plutôt que le Canada, il doit tenir compte du poids des entreprises américaines qui y sont implantées. Là encore, il devrait les écouter et faire preuve de pragmatisme.



Dans le domaine de la politique étrangère, le nouveau président des États-Unis suscite des interrogations. Sa maîtrise des dossiers et sa manière de faire posent question. Doit-on s'en alarmer ?

Ses nominations aux postes clés constitue une rupture avec le système passé et Donald Trump n'hésite pas à remettre en cause certains dogmes : ainsi le principe d'une « seule Chine », voire l'ordre établi en 1945 avec l'Alliance atlantique qu'il a qualifié de « coûteuse pour les États-Unis ». Notre siècle risque de ne pas être américain si les États-Unis ne veulent plus assumer les responsabilités de la première puissance du monde. Demain, nous pourrions entrer dans un siècle chinois : les autorités de ce pays marquent leur volonté d'avoir autour d'eux une zone Pacifique sans droit de douane. Pour la première fois, un président chinois, en l'occurrence M. Xi Jinping, va se rendre à Davos. Après son implication positive lors des COP21 et COP22, la Chine cherche à montrer que son temps est venu et qu'elle va peser de plus en plus sur les négociations internationales.

La nouvelle présidence américaine peut-elle être une opportunité pour l'Europe de retrouver une ambition ?

Lors de la campagne électorale, Donald Trump a envisagé la remise en cause du principe de solidarité militaire entre les pays de l'Alliance atlantique, les États-Unis ne voulant plus porter seuls le fardeau de l'insécurité internationale.

Le problème est que l'Europe est au plus bas. La montée du populisme dans un grand nombre de pays de l'Union est le résultat de l'affaiblissement des instances européennes. La tendance est aujourd'hui de renforcer la coopération intergouvernementale au détriment de la Commission européenne.

L'Europe doit absolument régler les problèmes auxquels elle est confrontée, celui des migrants et celui du terrorisme se posant avec le plus d'acuité. Elle doit mieux contrôler ses frontières extérieures. Nous voyons bien qu'il est urgent de relancer l'Europe et le couple franco-allemand. Mais pour cela, la France doit absolument mener les réformes économiques attendues.

Propos recueillis et mis en forme par **Philippe Brousse**

1 - Selon la formule de l'historienne Heather Cox Richardson.

2 - Depuis la tenue du dîner-débat, Donald Trump a nommé Rex W. Tillerson, président-directeur général d'ExxonMobil, à la tête de la diplomatie américaine.